



Le Kurdistan irakien face à son environnement régional en 2015

Avril 2015

N° 1506147089

Prestataire non communiqué

Le ministère de la Défense fait régulièrement appel à des études externalisées auprès d'instituts de recherche privés, selon une approche géographique ou sectorielle, visant à compléter son expertise interne. Ces relations contractuelles s'inscrivent dans le développement de la démarche prospective de défense qui, comme le souligne le dernier Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, « *doit pouvoir s'appuyer sur une réflexion stratégique indépendante, pluridisciplinaire, originale, intégrant la recherche universitaire comme celle des instituts spécialisés* ».

Une grande partie de ces études sont rendues publiques et mises à disposition sur le site du ministère de la Défense. Dans le cas d'une étude publiée de manière parcellaire, la Direction générale des relations internationales et de la stratégie peut être contactée pour plus d'informations.

AVERTISSEMENT : Les propos énoncés dans les études et observatoires ne sauraient engager la responsabilité de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie ou de l'organisme pilote de l'étude, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle du ministère de la Défense.

Le Kurdistan irakien face à son environnement régional en 2015

La présente étude aborde l'évolution récente des relations que le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) entretient avec son environnement régional dans le contexte du conflit en cours contre l'Etat l'islamique. S'agissant de son environnement immédiat, les relations extérieures du GRK restent faiblement institutionnalisées et toujours déterminées par les structures politico-militaires que constituent les deux principaux partis kurdes d'Irak à savoir le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Si cette dernière connaît un reflux indéniable sur le plan strictement électoral, elle détient toujours un certain contrôle territorial, les forces de sécurité qui l'assurent et des forces armées qui, participant au conflit actuel, lui permettent de conserver une importance de fait et de compter, à son échelle, sur la scène régionale. Le PDK reste toutefois l'acteur de référence en matière de relations extérieures, contrôlant les institutions officielles chargées de la diplomatie du GRK d'une part et se trouvant d'autre part être l'héritier d'une vision politique aux ambitions pan-kurdes qui a pu motiver de sa part une implication accrue au delà des frontières irakiennes.

Dominé par les deux grandes puissances turque et iranienne, l'environnement du GRK est en effet comporte également l'espace politique kurde tel qu'il se définit à l'échelle régionale, les acteurs kurdes irakiens entretenant avec les entités non-étatiques et les sociétés qui le composent en Syrie, en Turquie et en Iran des relations transfrontalières. Ces dernières sont particulièrement soutenues depuis 2011 entre le GRK, et les domaines kurdes de Turquie et de Syrie, les trois espaces étant structurés par de puissantes interactions économiques, politiques et militaires. Ce sont cependant les relations entretenues par les acteurs kurdes irakiens avec Ankara et Téhéran qui affectent le GRK de la manière la plus déterminante. Le basculement du Kurdistan irakien dans une situation de conflit ouvert avec l'Etat islamique en août 2014 a cependant modifié la nature des relations entretenues avec leurs deux puissants voisins par les acteurs kurdes. L'influence politique que l'Iran et la Turquie ont pu déployer au Kurdistan irakien, depuis que les acteurs qui le dominent jouissent d'une certaine forme de contrôle territorial, s'est doublée de préoccupations militaire ou sécuritaire bien que le degré et la nature de cet engagement varie grandement d'une puissance à l'autre.

* * *

Rédigé suite à une série de séjours de recherche au nord de l'Irak en juin 2014, août 2014, décembre 2014, Janvier, février et mars 2015, la présente étude établit les trois constats suivants concernant les relations actuelles des acteurs kurdes irakiens avec les acteurs étatiques et non-étatiques qui constituent son environnement régional direct :

- Ayant refusé de s'engager militairement en Irak contre l'Etat islamique, la Turquie accuse vis-à-vis du Kurdistan irakien un certain retrait qui contraste avec le niveau élevé d'investissement de la scène kurde irakienne par Ankara qui prévalait jusqu'à présent, aussi bien sur le plan économique que sur le plan politique. L'état de guerre commandant que tout acteur prétendant exercer sur le GRK une quelconque influence politique doit produire une certaine forme d'engagement militaire, la Turquie a vu sa place se contracter par rapport à ce qui avait pu être observé en temps de paix. Les relations de proximité qui unissent Ankara, le PDK en général et l'entourage du Premier ministre du GRK, Nechriwan Barzani, en particulier demeurent malgré tout et des liens subsistent entre la Turquie et des acteurs arabes sunnites du nord de l'Irak dont elle avait lié le sort à celui du PDK au cours des années écoulées. L'implication turque dans la région semble donc être entrée dans une période de latence relative qui n'exclut pas, à terme, un retour potentiel aux affaires irakiennes.
- Engagé directement dans le conflit contre l'Etat islamique, l'Iran a vu, quant à lui, son influence s'accroître considérablement à la faveur des circonstances. D'une part, l'Iran fournit une assistance militaire directe au GRK par des livraisons d'équipements et le déploiement de personnels militaires sur les lignes de front. D'autre part, il jouit de l'implantation dans les territoires dits « disputés » entre l'autorité de Bagdad et celle d'Erbil, d'acteurs politico-militaires chiites qui, bien que participant de la « Mobilisation populaire » irakienne, lui sont directement ou indirectement affidés. L'Iran dispose, par ailleurs, d'atouts majeurs dans son approche du Kurdistan irakien : une connaissance ancienne et précise de son personnel politique ; une capacité prouvée à négocier directement avec l'ensemble de ses figures imminentes malgré sa relation privilégiée avec certaines composantes de l'UPK et, ce, en évitant le prisme institutionnel qui masque la réalité des rapports de pouvoir et des rapports de force et, enfin, une capacité à coupler une influence politique et un engagement militaire dont la charge commune revient à une entité unique, le Corps des gardiens de la révolution.
- Opposé depuis 2011 dans ses ambitions pan-kurdes au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK¹) dont les origines se trouvent en Turquie, le PDK irakien, mieux connecté que l'UPK avec l'espace politique hors-GRK, est en net recul. Loin de pouvoir exercer une influence politique au delà des frontières irakiennes comme il a pu le prétendre depuis le déclenchement du conflit syrien, le PDK est accaparé par la nécessité de protéger sa propre zone d'influence en Irak où le PKK tente de s'implanter de même que dans les territoires disputés du sud-est du Kurdistan.

I. Turquie : une relation affectée mais toujours stratégique

Si la relation stratégique unissant la Turquie au GRK par la médiation de certains segments du personnel politique kurde irakien s'est trouvée affectée par le nouveau contexte militaire, politique et économique inauguré par l'offensive de l'EI sur les territoires placés sous le contrôle du GRK en août 2014, Ankara n'en demeure pas moins un partenaire obligé pour le Kurdistan irakien et notamment pour le PDK.

¹ *Partiya Karkerên Kurdistan* en kurde.

a. Les données structurelles du partenariat stratégique KRG/PDK - Turquie²

La relation stratégique entre Erbil et Ankara s'est trouvée structurée historiquement par des déterminants économiques liés au développement du secteur énergétique kurde; par la polarisation régionale entraînée par la poursuite du conflit syrien ainsi que par des intérêts réciproques liés à la construction d'un rôle pan-kurde du PDK et son chef Massoud Barzani, également président du GRK.

i. Une relation économique stratégique

Depuis 2007, les relations extérieures du GRK ont été dominées par la construction d'un partenariat stratégique entre le leadership kurde dominé par le PDK et la République de Turquie. La question du développement par Erbil d'un secteur énergétique autonome a été l'un des déterminants principaux de cette relation. Il s'agissait pour le GRK de s'assurer une voie de communication vers les marchés internationaux qui soit indépendante de Bagdad et que le territoire turc pouvait seul fournir. Du point de vue d'Ankara, le soutien au développement du secteur énergétique du GRK était perçu comme une opportunité favorable, du fait de la position dominante que les acteurs turcs étaient voués à y tenir et car il pouvait servir la volonté portée par la Turquie de se constituer en carrefour des voies d'acheminement d'hydrocarbures vers les marchés européens. Par ailleurs, le soutien apporté par la Turquie aux velléités d'exportation directe de pétrole par le GRK devait se traduire sur le long terme par un accès préférentiel aux réserves encore largement inexploitées de gaz qui se trouvent sous le contrôle du GRK, accès censé réduire la dépendance d'Ankara vis-à-vis des puissances productrices iranienne et russe. Enfin, le développement au Kurdistan irakien d'une économie rentière frontalière de la Turquie et enclavée devait permettre l'ouverture de débouchés conséquents pour l'industrie turque. Cette dernière a en effet joué un rôle prépondérant dans l'accompagnement du développement économique du GRK qu'il se soit agit de répondre à la croissance de la demande intérieure du Kurdistan irakien en produits de consommation courante ou de participer à de grands projets d'infrastructure facilitant l'intégration économique du territoire autonome et du marché turc.

ii. Une relation imbriquée dans les logiques de polarisation régionale.

Dans le contexte du conflit syrien et de l'accroissement des tensions confessionnelles en Irak à partir de 2012, la relation entre le PDK et Ankara s'est trouvée imbriquée dans le jeu des grandes oppositions régionales. Aligné sur les positions turques, le PDK s'est déclaré ouvertement favorable à un changement de régime en Syrie tout en appuyant, dans une certaine mesure, les revendications portées par une partie de l'opposition sunnite au gouvernement central irakien et en développant des relations privilégiées avec certains acteurs politiques sunnites jouissant de relations privilégiées avec la Turquie.

Cet alignement politique s'articulait, par ailleurs, à une opposition plus accentuée entre le GRK et Bagdad et à une détérioration des relations bilatérales entre Ankara et l'Etat central irakien.

iii. La volonté de construire une alternative pan-kurde au PKK dans le cadre d'un contexte régional en évolution.

² Les éléments mentionnés, ici, à titre indicatif dans la partie I.a., sont détaillés dans des rapports précédents de l'auteur : « Le Kurdistan irakien face à son environnement régional en 2013 » et « Le Kurdistan irakien en 2014 : la montée des périls ? ».

D'autre part, dans le contexte de l'ouverture à partir de 2013 d'un processus de paix entre l'Etat turc et le PKK visant à la résolution de la question kurde en Turquie, le président PDK du GRK, Massoud Barzani, a pu se présenter à l'opinion kurde de Turquie et sous le patronage de Recep Tayyip Erdogan, alors Premier ministre, comme un leader alternatif à Abdullah Öcalan. Les ambitions pan-kurdes de M. Barzani concordent alors avec la volonté turque de permettre la contestation par des acteurs kurdes du monopole transfrontalier du PKK, rôle qu'a pu jouer, par ailleurs, le PDK irakien dans l'organisation d'une scène politique kurde syrienne non-alignée avec le PKK alors même que le PYD, émanation de cette organisation pour la Syrie construisait son hégémonie avec la bénédiction relative du régime de Damas dans les régions kurdes syrienne d'Afrin (Gouvernorat d'Alep), de Kobane³ (Gouvernorat de Rakka) et de la Haute-Djézireh (nord du Gouvernorat d'Hassaké).

Déterminée par ces trois facteurs structurants jusqu'en août 2014, la relation existante entre Erbil et Ankara s'est trouvée affectée par le déclenchement du conflit entre l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) et le GRK.

b. La relation Turquie-PDK-GRK après août 2014 : les fondements de la relation stratégique affectés par le changement de contexte politico-militaire

L'offensive de l'Etat islamique (EI) contre les positions placées sous contrôle du GRK dans le nord de l'Irak de début août 2014, et ses conséquences directes ou indirectes, ont donné lieu à une remise en question relative du partenariat stratégique entre la Turquie et le GRK/PDK. Celui-ci s'est en effet avéré largement insuffisant en matière sécuritaire du fait notamment de la position turque sur l'insurrection sunnite irakienne ce qui, dans une situation de guerre, se traduit nécessairement par un certain retrait sur le plan politique. Par ailleurs, sans que cela ne découle uniquement des bouleversements de l'été 2014, les acteurs de ce partenariat ont vu certains de ses piliers politiques et économiques affaiblis de manière potentiellement durable.

i. Le malentendu Turquie/PDK-GRK : une réponse a minima sur le plan sécuritaire.

Malgré la présence historique de ses forces armées dans les zones frontalière du nord de l'Irak et l'importance de la région kurde transfrontalière dans la perception que la Turquie a de la sécurité de son territoire, l'avancée de l'Etat islamique dans les territoires contrôlés par le PDK en août 2014 n'a pas donné lieu à une réaction conséquente de la part d'Ankara. Bien qu'aucun accord de défense, par ailleurs incompatible avec la souveraineté de l'Etat irakien, n'ait jamais lié Ankara au GRK, l'absence de réaction turque a été mal comprise par les dirigeants du PDK, dénotant d'un certain malentendu quant à la nature et à la portée des relations établies entre la Turquie et l'entité autonome. Une fin de non-recevoir aurait ainsi été opposée aux demandes d'assistance militaire directe effectuées auprès d'Ankara par Premier ministre Nechirvan Barzani⁴ lors de l'offensive de l'Etat islamique et ce malgré la présence historique des forces armées turques sur le territoire du GRK, dans la région de Bamarni (Gouvernorat de Dohuk). Cet épisode a pu démontrer à la partie kurde que la construction d'une relation bilatérale entre le GRK et Ankara n'impliquait en réalité aucune responsabilité

³ Officiellement connue sous le toponyme d'Ain al-Arab

⁴ Entretien avec Sirwan Barzani, Août 2014, Gwer ; Entretien avec un conseiller du Premier Ministre du GRK Nechirvan Barzani, Décembre 2014, Erbil ; Entretien avec une source proche du Ministère des affaires étrangères turques, Erbil, Février 2015.

sécuritaire pour la partie turque et ce, malgré l'importance de ses intérêts économiques dans la région autonome. La position de la Turquie dans la crise d'août est cependant explicable par plusieurs facteurs relevant autant du discours du pouvoir turc que de données politiques régionales et intérieures du contexte dans lequel ces événements se sont produits. D'une part, la détention de quarante-neuf citoyens turcs par l'EI depuis la chute de Mossoul limitait la marge de manœuvre de la Turquie en matière de réponse rapide tout en fournissant une raison officielle et légitime au caractère très limité de sa réponse⁵. D'autre part, le contexte de la campagne des élections présidentielles rendait délicate une intervention perçue a priori par le pouvoir comme impopulaire auprès de la base électorale de l'AKP⁶. L'implication militaire inédite sur le terrain irakien du PKK et de ses alliés⁷, préparée depuis le mois de juin, a également pu jouer un rôle de repoussoir, de même que la position turque vis-à-vis d'une insurrection sunnite irakienne perçue comme porteuse de revendications légitimes et pas nécessairement identifiée à l'Etat islamique ainsi que les divergences de vue connues sur le dossier syrien entre Ankara et Washington. Si le gouvernement turc n'a pas réagi par un engagement militaire massif auprès des Kurdes irakiens, une assistance *a minima* et confidentielle, sur le moment, a pu être accordée à Erbil notamment par livraison d'armes au GRK d'après les déclarations ultérieures de hauts responsables du PDK. Dans un second temps, le gouvernement turc s'est joint à l'effort d'entraînement des Peshmergas dans les régions de Soran, Diyana (Gouvernorat d'Erbil) et Kalacholan (Gouvernorat de Souleymanieh). La nature de la réaction turque a ainsi révélé le caractère déséquilibré de la relation entre le PDK et la Turquie, modifiant ainsi les fondements politiques du partenariat passé entre les deux parties.

ii. Une relation au contenu politique temporairement altéré.

L'offensive estivale de l'EI sur les positions kurdes irakiennes s'est traduite par la construction autour du GRK d'un nouveau champ de force politique et militaire dont la Turquie, par sa position initiale de retrait, s'est dans une certaine mesure mise à l'écart. Le contexte sécuritaire a induit la transformation du système d'oppositions politiques structurées auquel la position turque avait pu s'articuler depuis 2012. La menace de l'EI s'est traduit en effet par reconfiguration des relations entre les directions politico-militaires kurdes, des rapports entre ces directions politico-militaires d'une part et les puissances impliquées dans la coalition internationales contre l'EI, l'Etat central irakien, l'Iran et le PKK d'autre part. En effet, toute influence, toute négociation politique s'est trouvée, du fait du basculement du GRK dans l'état de guerre, déterminée par le degré d'engagement militaire des différentes parties dans le conflit en cours. En retrait sur ce plan, la Turquie a vu de fait son influence politique décliner du fait même du changement de nature des négociations entre les acteurs du GRK entre eux et avec leurs partenaires diplomatiques et militaires. D'autre part, la réaction faible de la Turquie aux risques encourus par le GRK et ses populations a durablement endommagé l'image d'une puissance qui était progressivement parvenue à être perçue comme alliée et associée dans une partie l'opinion publique à l'ouverture vers le monde extérieur et aux perspectives progrès matériel. Corollaire de l'enthousiasme lié à la phase de sécurité, de croissance économique et d'autonomisation politique interrompue par la crise budgétaire puis sécuritaire de 2014, la popularité de la relation entre le Kurdistan irakien et la Turquie s'est effondrée. Ces évolutions ne se sont pas trouvées sans conséquence sur la scène politique

⁵ Une fois levée cependant, elle ne s'est pas traduite par un engagement plus substantiel.

⁶ Entretien avec Serhat Erkmen, Professeur de relations internationales, spécialiste de l'Irak, conseiller au Ministère turc des Affaires étrangères pour les affaires irakiennes, Erbil Février 2015 ; Entretien avec un conseiller du Premier ministre du GRK, Nechirvan Barzani, spécialiste des relations GRK/Turquie, Erbil, décembre 2014.

⁷ Voir partie III.

intérieure kurde. Relativement affaiblies et discréditées par leur incapacité à défendre la région de Sinjar, les plaines de Ninive mais surtout la périphérie méridionale immédiate d'Erbil, les élites politiques associées au PDK, principal acteur de la relation entre le GRK et la Turquie, se sont trouvées remises en question par le ricochet de la réaction turque sur la pertinence de leurs choix stratégiques. C'est notamment le cas de ceux opérés par l'entourage proche de Nechirvan Barzani, cheville ouvrière du rapprochement entre le Kurdistan irakien et la Turquie et de la politique d'autonomisation sous patronage turc du secteur énergétique du GRK qui a donc subi un relatif discrédit. L'état de guerre a par ailleurs pu profiter à une branche plus nationaliste et militarisée incarnée par Masrou Barzani⁸, fils du Président Massoud Barzani. Enfin, le discrédit militaire du PDK a neutralisé ses ambitions d'apparaître comme l'acteur kurde de référence au niveau régional et ce, d'autant plus que ses échecs opérationnel se sont trouvés être simultanés de l'irruption du PKK et de ses alliés sur le territoire irakien qui renforçaient par la même leur dimension pan-kurde, reléguant ainsi les ambitions régionales du PDK et par là même du GRK. Cet état de fait demeure malgré l'intervention des peshmergas du gouvernement du GRK à Kobane en octobre 2014. Aussi, la qualité potentielle d'acteur pan-kurde d'un PDK perçu comme susceptible à terme de concurrencer le PKK qui a pu servir de déterminant annexe de la relation entre Ankara et Erbil s'est trouvé considérablement dévaluée.

iii. Une relation économique affectée par la conjoncture

L'élan donné par l'entourage de Nechirvan Barzani à la politique énergétique du Kurdistan visant à travers le développement d'un partenariat avec la Turquie à assurer l'autonomisation du secteur des hydrocarbures du GRK a connu un net coup d'arrêt en 2014. Les menaces de sanctions émises par l'Etat central irakien ont dissuadé une majorité d'acheteurs potentiels, limitant largement le succès de la politique d'exportations directe du GRK et ont contraint la Turquie à une meilleure prise en considération des positions de Bagdad. La non-résolution de la question énergétique s'est par ailleurs traduite par une grave crise budgétaire, l'Etat central bloquant pour un an et par mesure de rétorsion les fonds constitutionnellement alloués à Erbil. Cette crise profonde qui demeure malgré les accords passés au mois de décembre 2014 entre le GRK et l'Etat central a des implications multiples. D'une part, elle maintient le GRK dans l'incapacité des payer les fonds dus aux compagnies étrangères qui produisent du pétrole brut sur son territoire, ralentissant voir menaçant durablement le développement d'un secteur déjà affecté par le climat sécuritaire déprécié. D'autre part, elles affectent directement un marché largement dépendant de la rente publique, diminuant par là même son attractivité pour les entrepreneurs turcs qui y ont construit au cours des années de prospérité une position dominante et pâtissent aujourd'hui de l'arrêt de grands projets d'infrastructure, de la stagnation du secteur de la construction et du ralentissement de la demande en produits de consommation courante. Enfin, dans ce contexte globalement négatif, le développement du secteur gazier qui demande des investissements massifs en matière d'infrastructure semble durablement ralenti alors même que l'obtention d'un accès privilégié aux ressources gazières du GRK par des acteurs turcs constituait, vu d'Ankara, la principale motivation du soutien apporté aux ambitions kurdes en matière énergétique.

⁸ Voué à la sécurité intérieure, Masrou Barzani est président depuis 2012 du Conseil de sécurité de la Région du Kurdistan. Cependant, tandis que son père Massoud Barzani demeure la figure principale de commandement militaire du PDK, la posture martiale de Masrou Barzani est mise en avant de manière croissante tandis que Nechirvan Barzani apparaît comme plus en retrait.

c. La poursuite nécessaire d'une relation encore importante pour les deux parties

Bien que les multiples crises en cours aient affecté les fondements de la relation entre la direction politique du PDK/GRK et la Turquie telle qu'elle s'était progressivement mise en place depuis 2008, elle conserve une importance capitale pour la partie kurde et un intérêt certain pour Ankara. Dans le contexte de la crise budgétaire qui affecte profondément le fonctionnement de l'administration du GRK depuis 2014, la Turquie a pu jouer un rôle favorable par l'octroi d'un premier prêt sans échéance de remboursement de 500 millions de dollars à Erbil, un second prêt d'un montant équivalent et accordé dans les mêmes conditions étant en cours de validation. Cet afflux de liquidité a permis au GRK de régler une partie de la rémunération de ses fonctionnaires et a contribué à maintenir à flot un appareil administratif déjà très affaibli.

Par ailleurs, si la Turquie est demeurée dans une position de retrait sur le plan politique et militaire depuis l'ouverture de la phase conflictuelle en cours, son évolution est susceptible à terme d'induire un retour que certains développements récents pourraient déjà annoncer, ce retour n'étant pas motivé par la volonté de lutter contre l'Etat islamique mais de faire pièce à l'influence grandissante de l'Iran en Irak. La prise de parole officielle des dirigeants turcs sur l'Irak est dominée depuis le début du mois de mars 2015 par la condamnation de la politique iranienne dans ce pays mais également dans l'ensemble de la région⁹ et en particulier, à partir de la fin mars, au Yémen où Ankara soutient l'intervention saoudienne. Le discours des autorités turques sur l'Irak consiste, depuis, à condamner l'importance du rôle alloué aux milices chiites dans la lutte contre l'Etat islamique et notamment dans les zones de peuplement sunnite comme notamment à Tikrit¹⁰.

Ce développement impliquerait en fait pour Ankara de renouer avec les alignements en vigueur avant la prise de Mossoul avec la reconstruction d'une relation privilégiée avec le PDK, côté kurde, et, côté arabe sunnite, avec le gouverneur de Mossoul Atheel Nujaifi, en exil à Erbil depuis juin 2014. On reviendrait alors à une configuration d'alliance entre la Turquie et des acteurs non-étatiques du nord de l'Irak, caractérisés par leur opposition commune à l'agenda de l'Etat irakien et de son allié iranien. Des relations déjà existantes s'en trouveraient relancées dans un contexte qui a cependant changé en profondeur depuis l'époque où elles ont été nouées pour la première fois. Politique et économique, leur contenu devra, dans la perspective d'une confrontation indirecte avec l'Iran et d'un conflit confessionnel renouvelé en Irak, prendre une dimension militaire. Outre l'assistance prodiguée à la partie kurde, les relations entre la Turquie et Atheel Nujaifi se sont enrichies

⁹ « Turkey's Erdogan says can't tolerate Iran bid to dominate Middle East », *Reuters*. 26 mars 2015 Lien : <http://www.reuters.com/article/2015/03/26/us-yemen-security-turkey-idUSKBN0MM2N820150326>

¹⁰ « Turkey's PM warns that assault on ISIS in Tikrit could ignite sectarian tensions » *Time*, 5 mars 2015 Lien : <http://time.com/3733693/turkey-prime-minister-isis-attack-iraq/>

d'une dimension militaire¹¹, permise en partie par la proximité existante entre le gouverneur de Mossoul et le Ministre irakien de la défense, Khaled al Obeidi, également mossouliote¹². Le gouverneur de Mossoul a en effet obtenu suite à un voyage en Turquie fin février le soutien de la Turquie en matière de logistique et d'entraînement¹³ pour les combattants qu'il a pu rallier à sa cause depuis son départ de la ville, issus pour l'essentiel de la police du gouvernorat ou recrutés parmi les réfugiés arabes sunnites présents au Kurdistan irakien. Il souhaite par ailleurs que la Turquie puisse jouer un rôle dans la reconquête de Mossoul pour contrecarrer les ambitions des milices chiites¹⁴ soit pour autant que ce rôle ne soit clairement défini.

Aussi, la relation politique entre le PDK et la Turquie, intimement liée à la relation existant entre la Turquie et Atheel Nujaifi, pourrait ainsi se reconstituer dans la perspective d'une évolution des rapports de force dans le gouvernorat de Ninive si l'opération de reconquête de Mossoul devait être lancée. En effet, les territoires contrôlés par le PDK se trouvent entre le territoire turc et Mossoul et Atheel Nujaifi s'est placé sous la protection du PDK avec des bureaux à Erbil, des camps d'entraînement pour les forces militaires qui lui sont affiliées dans le gouvernorat de Dohouk ainsi que des groupes armés tribaux ralliés à sa personne sur le front de Makhmour. Le PDK se trouve par ailleurs être la formation kurde qui demeure la moins acquise aux intérêts de Téhéran et dont les principaux responsables ont pu formuler les positions les plus défavorables et les plus restrictive à l'égard de la politique irakienne de l'Iran¹⁵. Il aurait tout intérêt à se raccrocher à la politique d'endiguement de l'influence iranienne dans laquelle la Turquie est susceptible de se lancer pour renforcer sa position d'autres acteurs kurdes, issus de l'UPK et notoirement plus ouvert à ce que la puissance iranienne joue un rôle plus actif dans le nord de l'Irak.

II. Téhéran : une influence renforcée entre intensification des relations directes avec les acteurs kurdes et pressions par procuration via l'instrument milicien chiite dans les territoires disputés

Contrairement à la Turquie dont l'influence est en net reflux depuis la progression de l'Etat islamique dans le nord de l'Irak et sa confrontation avec les acteurs kurde, l'Iran a vu

¹¹ Entretien avec Atheel Nujaifi, gouverneur de Mossoul, Erbil, février 2015

Entretien avec Ahmad Hazim, responsable des questions militaires et sécuritaires auprès d'Atheel Nujaifi, Erbil, février 2015

¹² Entretien avec Ahmad Hazim, responsable des questions militaires et sécuritaires auprès d'Atheel Nujaifi, Erbil, février 2015

¹³ Entretien avec Ahmad Hazim, responsable des questions militaires et sécuritaires auprès d'Atheel Nujaifi, Erbil, février 2015

¹⁴ Entretien avec Ahmad Hazim, responsable des questions militaires et sécuritaires auprès d'Atheel Nujaifi, Erbil, février 2015.

¹⁵ Voir infra, « La présence renforcée de l'Iran : entre coopération directe et risques liés aux éléments miliciens chiites ».

l'importance de son rôle dans la région croître depuis juin 2014. Ce renforcement se traduit à la fois par l'assistance militaire directement accordée aux entités kurdes et par l'installation aux marges des zones de contrôle kurde de milices chiites qui lui sont largement inféodées.

a. Eléments de contexte : l'Iran et les Kurdes irakiens.

i. Le poids de l'histoire

L'Iran entretient avec les Kurdes d'Irak une relation historique et singulière qui remonte aux premières confrontations entre Téhéran et Bagdad. Les litiges territoriaux qui ont opposé l'Iran à l'Irak de manière structurelle au XXe siècle et les épisodes de tensions auxquels ils ont pu régulièrement donner lieu avant même le déclenchement de la Première guerre du golfe en 1980 ont favorisé la construction d'une relation privilégiée entre Téhéran et les acteurs politico-militaires qui remettaient en cause l'autorité de l'état irakien, au premier rang desquels les entités kurdes irakiennes. Le soutien de l'Iran de Mohammad Reza Pahlavi au PDK de Mollah Mustafa Barzani contre Saddam Hussein à partir de 1965 fut ainsi d'une importance vitale pour l'insurrection kurde avant que les accords d'Alger passés en marge du sommet de l'OPEP en 1975 sur le Chatt al-Arab, ancien point de contention entre Bagdad et Téhéran, n'y mettent un terme et ne se traduisent pas l'effondrement total du mouvement kurde irakien. Après la révolution iranienne de 1979 et le déclenchement d'un conflit direct avec l'Irak de Saddam Hussein, la République islamique reprend à son compte les relations construites par le régime précédent avec les Kurdes d'Irak. Au cours de la Première guerre du golfe, le PDK et, de manière plus irrégulière, l'UPK (fondée en 1976 après la défaite de Mollah Mustapha Barzani) se rangent chacun de leur côté dans le camp de Téhéran malgré de nombreux soubresauts liés aux divisions intestines de la scène nationaliste kurde. Ils combattront ensemble, côté iranien dans les zones kurdes du nord de la frontière entre l'Iran et l'Irak avant que la République islamique n'ouvre ses frontières une première fois en 1988 aux réfugiés kurdes fuyant les campagnes génocidaires menées par Bagdad en représailles puis une seconde fois en 1991, après l'échec de l'insurrection kurde déclenchée par la deuxième Guerre du golfe. Soucieux de conserver une influence dans la région kurde placée sous protection internationale après 1992, Téhéran développera en priorité, dans un contexte de guerre civile larvée ou déclarée entre les deux principales factions kurdes, ses relations avec l'UPK dont il n'aura cessé de contrôler l'ensemble des voies de communication vers l'extérieur. Cette relation privilégiée entre l'UPK et l'Iran, à déterminants essentiellement géographiques se poursuivra jusqu'à nos jours. Aussi après 2003, les positions de l'UPK seront en règle générale plus proches de celle de l'Iran sur les questions irakiennes et régionales. Les dirigeants de l'UPK, par opposition à ceux du PDK, tiendront dans leur ensemble et globalement des positions plus modérés sur la question de l'indépendance du Kurdistan et une approche plus conciliante des relations entre le GRK et l'Etat central irakien. Dans le même ordre d'idée et contrairement au PDK, les dirigeants de l'UPK ne sont pas prononcés en faveur d'un changement de régime en Syrie dans le sillage des événements du printemps 2011.

ii. Des relations démultipliées avec l'ensemble des acteurs kurdes

Malgré la formalisation du statut autonome du Kurdistan irakien dans l'ère post-Saddam Hussein, la République islamique a maintenu un traitement différencié de ses relations entre les différentes entités kurdes, préférant entretenir des relations directes avec chacune d'entre elle plutôt que d'accorder un crédit excessif à la fiction institutionnelle que constitue le GRK. Contrairement à une Turquie dont la politique irakienne et kurdo-irakienne s'est trouvée jusqu'à une période tardive motivée par des considérations essentiellement sécuritaires en rapport avec les activités du PKK et par la crainte structurelle de voire émerger une autonomie territoriale kurde à sa frontière, l'appareil d'Etat iranien est marqué par une perception des partis kurdes irakiens comme autant de relais potentiels de sa politique régionale. Les diplomates et militaires iraniens ont ainsi maintenu des relations avec les acteurs kurdes irakiens de toutes les factions en présence sur le temps long et disposent d'une connaissance intime du personnel politique du Kurdistan irakien, personnel politique dont une large partie des membres actuels étaient déjà aux affaires dans les années 1980. L'approche iranienne de l'espace politique kurde tient ainsi compte de la pluralité des centres de pouvoir, des coteries, des clans qui s'y affrontent et s'y allient et peut se traduire par l'implication directe d'émissaires iraniens dans le jeu politique intérieur du territoire, notamment dans les périodes de formation de gouvernement. A titre d'illustration, la République islamique a ouvert un consulat à Erbil, elle est le seul état étranger à disposer également d'une représentation à Souleymanieh. La République islamique reconnaît par ailleurs un bureau de représentation du GRK à Téhéran, occupé par un membre de l'UPK connu pour ses positions très nettement pro-iraniennes.

iii. L'influence de la géographie

Les déterminants géographiques qui expliquent l'influence de l'Iran auprès de l'UPK sont toujours d'actualité mais l'approche iranienne du nord-est de l'Irak (Gouvernorat de Souleymanieh, gouvernorat de Kirkouk et nord du Gouvernorat de Diyala) n'est pas réductible à la relation qui lie l'Iran à la famille Talabani. En effet, Téhéran maintient des relations directes avec l'ensemble des personnalités importantes de ce parti ainsi qu'avec celles qui l'ont quitté comme Newchirwan Mustafa, le leader du mouvement Gorran. Par ailleurs, cette région borde sur ses marges méridionales (Khanaqin, Tuz Khomartu et nord du gouvernorat de Salahadin, sud de Kirkouk) la majorité des épars foyers de peuplement chiite situés dans le nord de l'Irak. Il s'agit essentiellement de localités et d'établissements turkmènes chiites, à l'exception des territoires peuplés par les kurdes faylis, dans la région de Khanaqin, au nord du gouvernorat de Diyala. Les faylis sont des kurdophones chiites divisés entre une branche dont l'identité est dominée par le facteur ethnique kurde, clients de l'UPK ou du PDK, et ceux pour qui l'appartenance confessionnelle chiite prime et qui font partie de la clientèle des partis chiites irakiens. Si l'influence iranienne détient un quasi monopole sur cette zone, la République islamique entretient également des relations directes avec la famille

Barzani et le PDK dont les membres imminents de même qu'une large partie des soutiens inconditionnels (les tribus de la région Barzan) a séjourné en exil en Iran et continuent de s'y rendre régulièrement que ce soit à titre privé ou en visite officielle. L'Iran est donc un acteur direct de la vie politique intérieure kurde en Irak. Si la République islamique dispose de relations privilégiées avec l'UPK et d'une zone d'influence géographiquement définie, correspondant à celle de l'UPK elle joue un rôle auprès de l'ensemble des formations politiques kurdes irakiennes. Sans commune mesure avec celui que peut jouer la Turquie, ce rôle est d'ailleurs partiellement institutionnalisé et formalisé dans la mesure où il revient de fait au corps des Gardiens de la révolution et en dernier ressort à au Général Ghassem Soleimani¹⁶.

b. L'Iran et les Kurdes d'Irak après août 2014.

Le contexte de conflit armé dans lequel le GRK s'est trouvé plongé à son tour suite aux avancées de l'Etat islamique vers ses positions, a affecté le rôle de l'Iran par rapport aux acteurs kurdes irakiens. Téhéran a ainsi délivré une assistance militaire directe au GRK dont les responsables ne manquent pas de souligner le caractère précoce. Dès la fin du mois d'août, le Président Massoud Barzani a ainsi pu, lors d'une conférence de presse commune avec le Ministre iranien des affaires étrangères Javad Zarif à Erbil remercier publiquement la République islamique d'avoir été la première puissance extérieure à fournir des munitions et des armes aux forces kurdes menacées par l'offensive de l'Etat islamique¹⁷. Peu suspecte de vouloir favoriser le séparatisme kurde en Irak, Téhéran approvisionne effectivement les forces kurdes en équipements militaires sans passer par Bagdad¹⁸. L'assistance militaire offerte par Téhéran ne se limite cependant pas à cet aspect matériel. Elle inclut en effet l'envoi de conseillers auprès des forces kurdes mais également d'armes lourdes et notamment de pièces d'artillerie directement utilisées sur le front par des éléments des forces armées iraniennes. Cette implication iranienne s'est révélé massive et attestée sur le front de Jalawla (nord du Gouvernorat de Diyala) où des officiers iraniens auraient coordonné les opérations militaires visant à chasser l'Etat islamique de cette ville majoritairement arabe et sunnite en supervisant les unités de Peshmergas ainsi que les milices chiïtes impliquées dans la bataille tout en leur apportant un soutien terrestre matérialisé par des tirs d'artillerie opérés depuis la zone frontalière entre l'Iran et l'Irak¹⁹. L'assistance directe d'éléments iraniens se serait cependant généralisée à tout le front, de Khanaqin à Sinjar en passant par Kirkouk selon certains

¹⁶ Mohammad Jafar Sahraroudi, chef de cabinet du Président du Parlement iranien, Ali Larijani, appartenant au corps des gardiens de la révolution (impliqué par ailleurs dans l'assassinat à Vienne en 1989 du chef du Parti démocratique du Kurdistan – Iran, Abdelrahman Ghassemlo) joue également un rôle d'intermédiaire entre les différentes factions kurdes. Suivant le dossier kurde depuis de nombreuses années, il a notamment pu se montrer actif dans les négociations devant aboutir à la formation du gouvernement inclusif du GRK en avril 2014. Source : « In latest move PUK enlists Iranian muscles to get its way in new cabinet », *Rudaw*. 16 avril 2014

Lien : <http://rudaw.net/english/kurdistan/16042014>

¹⁷ « Iran provided weapons to Iraqi Kurdes ; Baghdad bomb kills 12 », *Reuters*. 27 août 2014.

Lien : <http://uk.reuters.com/article/2014/08/26/uk-iraq-security-kurds-idUKKBN0GQOUL20140826>

¹⁸ Entretien avec Mustafa Qadir Mustafa. Paris, mars 2015.

¹⁹ Entretien anonyme avec un responsable du renseignement intérieur de l'UPK, Jalawla, février 2015.

responsables kurdes²⁰. Que l'omniprésence de forces iraniennes prenant une part effective aux combats contre l'Etat islamique côté kurde soit confirmée ou non, la liberté de mouvement des éléments iraniens est communément décrite comme complète par certains acteurs politiques²¹ tandis qu'officiellement, le Ministre des Peshmergas, Qadir Mustafa Qadir, nie leur existence même²², illustrant ainsi l'embarras que la réalité de l'implication iranienne en territoire kurde peut causer auprès de certains représentants du GRK, notamment vis-à-vis de leurs interlocuteurs occidentaux. Les relations politiques tissées entre l'Iran et les factions kurdes irakiennes se doublent donc d'une dimension militaire. Comme le montre le fait que la République islamique livre ses armes directement aux responsables des peshmergas, il apparaît que la politique iranienne vis-à-vis de la scène politique kurde irakienne consistant à construire des relations directes avec les responsables kurdes sans accorder de crédit aux constructions institutionnelles qui masquent l'architecture réelle du pouvoir est susceptible d'avoir influencé l'organisation de l'approche militaire de ces relations. C'est hypothèse paraît d'autant plus probable que la politique kurde irakienne de la République islamique est essentiellement dévolue comme indiquée précédemment aux Gardiens de la révolution, qu'ils appartiennent formellement ou non au corps diplomatique. Aussi, l'aspect politique des relations entre l'Iran et le GRK est directement couplé à leur aspect militaire et est assuré par les mêmes acteurs du côté iranien. L'Iran dispose donc de plusieurs atouts dans sa politique kurde irakienne, à la fois lié à la nature de ces relations et au contexte actuel de conflit dans lequel ces atouts peuvent jouer à plein. La République islamique détient en effet d'une connaissance fine et enracinée dans le temps long du personnel politico-militaire en présence au Kurdistan irakien et jouit ainsi de la capacité à nouer avec ses membres des relations d'autant plus efficace que leurs dimensions politique et militaire sont couplées.

Il est cependant à noter que depuis le retrait de l'armée irakienne du nord du pays en juin 2014, les relations entre l'Iran et les entités politico-militaires kurdes du nord de l'Irak qui sont affectées impliquent la présence d'un troisième acteur, les milices chiites relevant de la « Mobilisation populaire » dont une partie est passée sous influence iranienne par la médiation de l'organisation Badr. Le retrait de l'armée irakienne du nord du pays en juin 2014 a donné lieu à l'établissement d'une zone de contact entre milices chiites relevant de la « Mobilisation populaire » et forces armées kurdes dans les territoires placés sous le contrôle militaire de l'UPK. L'avancée de l'Etat islamique vers le nord au printemps dernier a par ailleurs donné lieu au nord du gouvernorat de Salahadin et au sud du gouvernorat de Kirkouk à des attaques menées contre des localités chiites qui renforceront la mobilisation des populations locales sur un registre confessionnel et justifieront l'arrivée de renforts miliciens venus du sud de l'Irak afin de secourir les populations chiites concernées. Dans le gouvernorat de Kirkouk, la prise du village turkmène chiite de Bechir par l'Etat islamique s'est traduite par la constitution d'un front au niveau de la localité également turkmène chiite de Taza Khomarto où apparaît dans le sillage de l'appel aux armes du Grand Ayatollah

²⁰ Entretien avec Ahmet Sadi Pira, membre du bureau politique de l'UPK. Erbil, février 2015

²¹ Entretien avec Ahmet Sadi Pira, membre du bureau politique de l'UPK. Erbil, février 2015.

Entretien avec Adnan Mufti, membre du bureau politique de l'UPK. Erbil, février 2015.

²² Entretien avec Qadir Mustafa Qadir, Ministre des peshmerga. Paris, mars 2015.

Sistani un phénomène milicien confessionnel sur un territoire où les forces armées kurdes sont également présentes. Le commandement tend dès les premières semaines à être assuré par des cadres locaux de l'organisation Badr épaulés par d'autres cadres de cette même organisation venus de Bagdad *via* l'aéroport de Souleymanieh²³. Des désertions sont alors enregistrées au sein de la police de Kirkouk dont des membres chiites rejoignent les forces miliciennes ainsi créées²⁴ ouvrant ainsi la voie à une décomposition des institutions locales à la faveur d'un éclatement confessionnel militarisé. Se développe ainsi un ensemble milicien polymorphe avec la présence d'une multiplicité de groupes armés aux références distinctes voire divergentes sur lequel, en février 2014 la prééminence de l'organisation Badr restait cependant notable dans l'ensemble des zones de peuplement chiite situées aux marges des territoires contrôlés par les forces kurdes, que ce soit à Taza Khomartu²⁵, à Dakouk²⁶ ou à Tuz Khumartu²⁷. Sur toute cette zone, des marques explicites de soutien à la République islamique d'Iran étaient visibles auprès de l'ensemble des groupes miliciens présents outre Badr. Rare exception, les Saraya al-Salam fidèle à Moqtada al-Sadr paraissaient dans une position de marginalité refusant de prendre part aux activités militaires aux côtés de la « Mobilisation populaire »²⁸. Avec la reconquête de Diyala et la jonction opérée progressivement entre les forces de la Mobilisation populaire et les Peshmergas de l'UPK s'est donc pérennisée une zone de contact entre milices chiites et forces kurdes s'étendant du sud de Kirkouk aux régions situées à proximité de la frontière iranienne ou les forces de la « Mobilisation populaire » ancrées dans une population locale chiite sont relayées dans des zones de peuplement sunnite durablement désertées par des milices chiites dont les membres sont essentiellement originaire du sud du pays comme le groupe Sarayat al-Khorosani, présent dans le centre-ville de Jalawla²⁹. L'ensemble de cette zone de contact est directement accessible depuis le territoire iranien par les postes frontières situés dans la région de Khanaqin. Une influence iranienne directe peut donc s'y exercer, elle est par ailleurs reconnue et affichée par les acteurs en question de même que par les responsables kurdes présents dans la région.

Cette zone d'influence contrôlée par ses alliés et par ses relais offre à la puissance iranienne une profondeur tactique qui lui permet de se projeter potentiellement jusqu'à Kirkouk. Au delà de cet aspect militaire l'élargissement géographique de son rayon d'action directe se double d'un approfondissement de sa capacité d'intervention politique. Les multiples instances de conflit entre les diverses milices chiites et les commandants locaux des forces kurdes à Taza Khumartu, Tuz Khumartu et, dans une certaine mesure Jalawla, démultiplient potentiellement la capacité d'intervention politique des émissaires de Téhéran et de leurs relais locaux. D'après les entretiens conduits par l'auteur à Jalawla, Khanaqin, Kalar, Tuz Khumartu, Dakouk, Taza Khumartu et Kirkouk, la résolution des conflits locaux, parfois

²³ Entretiens avec des membres des milices de Mobilisation populaire, Taza Khumartu. Juin 2014.

²⁴ Entretiens avec des déserteurs de la police de Kirkouk, Taza Khumartu. Juin 2014.

²⁵ Entretien avec un membre de la Mobilisation populaire. Taza Khumartu, février 2015

²⁶ Entretien avec un membre de la Mobilisation populaire. Dakouk, février 2015

²⁷ Entretien avec un membre de la Mobilisation populaire. Tuz Khumartu, février 2015

²⁸ Entretien avec un représentant des Saraya al Salam. Dakouk, février 2015

²⁹ Entretien anonyme avec un représentant des forces de sécurité kurde. Jalawla, février 2015.

violents, qui ont pu survenir entre les forces kurdes et les milices chiïtes ont été au deçà d'un certain niveau de gravité, négociés au niveau très local entre les commandants locaux des forces opposées et avec la présence d'émissaires iraniens chargés d'un rôle de médiateur. La prise en compte de l'éclatement des centres de pouvoir, l'établissement de canaux directs vers les responsables les plus locaux qui caractérise l'approche iranienne de l'espace politique kurde sert parfaitement la structuration de l'influence iranienne auprès des acteurs en présence.

Le relatif éclatement du pouvoir dans les régions contrôlées par l'UPK favorise l'approche iranienne qui, en retour contribue à l'approfondissement des divisions de la scène politico-militaire kurde. Cette logique est particulièrement sensible dans le gouvernorat de Kirkouk. A la faveur de l'implication croissante d'acteurs pro-iraniens au sud du gouvernorat, le gouverneur de Kirkouk, Najmaddin Karim, personnalité politique kurde et membre de l'UPK, tend en effet à nouer des relations directes avec ces derniers et ce, de manière autonome, que ce soit vis-à-vis de la direction politique de l'UPK à Souleymanieh ou du Gouvernement régional du Kurdistan à Erbil. En recevant courant février Adi al-Amiri, le commandant des forces de l'organisation Badr en vue dans la perspective d'une coordination sécuritaire entre les forces de police du gouvernorat et l'Organisation Badr³⁰, le gouverneur s'inscrivait en faux par rapport à la vision de Kirkouk en vigueur à Erbil et selon laquelle la ville et ses périphéries font partie intégrante du Kurdistan, leur sécurité devant, en principe, relever de la responsabilité exclusive des autorités de la région autonome. Désireux d'affermir son pouvoir sur le territoire du gouvernorat, Najmaddin Karim est ainsi incité à ne pas entrer dans le giron du GRK par des acteurs extérieurs qui lui donnent, par la considération qu'ils lui accordent, un poids pouvant être utilisé dans les luttes d'influences qui traversent la scène kurde irakienne et auquel il participe lui-même. La présence accrue d'acteurs pro-iraniens dans les marges territoriales du GRK affecte donc en profondeur la vie politique kurde irakienne, renforçant au sud-est de la région kurdes l'atomisation du pouvoir tout en favorisant, à un échelon d'analyse plus macroscopique, la singularisation de cette région sud-est structurée par des dynamiques politiques et territoriales qui lui sont propres et la distinguent de manière croissante des zones contrôlées, au nord-ouest par le PDK. Malgré le maintien de relations directes entre la République islamique et la Présidence du GRK, l'entourage de Massoud Barzani est fondamentalement hostile à l'installation aux marges du territoire que ses membres envisagent comme relevant du Kurdistan, de forces non identifiées comme kurdes alors même que l'Organisation Badr, représentant la principale force de la « Mobilisation populaire » dans la région nie toute souveraineté du GRK sur Kirkouk et favorise la volonté d'autonomisation de Kirkouk vis-à-vis de Bagdad mais aussi d'Erbil portée par le gouverneur Najmaddin Karim³¹.

³⁰ Entretien anonyme avec un représentant des forces de sécurité intérieure kurde. Kirkouk, février 2015
Entretien anonyme avec responsable local de l'organisation Badr, Taza Khumarto, février 2015

³¹ Entretien avec un responsable local de l'organisation Badr, Taza Khumarto.

Il n'en demeure pas moins que la puissance iranienne et ses relais irakiens bénéficient en marge des régions contrôlées par le PDK de points d'appuis potentiels susceptibles d'être activés si l'équilibre actuel des forces sur le territoire du gouvernorat de Ninive se trouvait bouleversé par le déclenchement d'une opération visant à la reconquête de Mossoul. Il s'agit en premier lieu des plaines de Ninive où ces forces pourront s'appuyer sur la frange chiite de la communauté Shabak. Actuellement partagées entre l'Etat islamique et les forces kurdes, les plaines de Ninive sont une zone de front vidée de la majeure partie de sa population par ailleurs constituées pour l'essentiel de communautés appartenant aux minorités chrétienne, yézidi et shabak. Si les yézidis ne bénéficient par d'une force qui leur serait propre dans cette région, la communauté chrétienne est représentée par plusieurs groupes miliciens dont les seuls autorisés à accéder au front³² sont placés sous la supervision directe du PDK³³. Si la frange présentée comme sunnite de la communauté shabak est divisée entre branche pro-kurde émigrée au Kurdistan irakien dont certains membres se sont enrôlés dans les peshmergas et une branche ralliée à l'Etat islamique³⁴, la frange chiite³⁵ de cette communauté dont les membres ont pour l'essentiel émigré vers le sud de l'Irak est quant à elle représentée par une milice ralliée aux forces de mobilisation populaire et montrant des signes d'allégeance à la République islamique³⁶ qui, dans le cas d'un retrait complet de l'Etat islamique des plaines de Ninive, pourrait s'opposer en s'appuyant sur une identité confessionnelle chiite renforcée à l'expansionnisme du PDK dont le discours officiel conçoit la minorité shabak come une composante à part entière de la nation kurde. La ville de Tel Afar et sa région constitueraient un second point d'appui potentiel. Turkmène, originellement divisée entre une communauté chiite et une communauté sunnite, la ville de Tel Afar est passée sous le contrôle de l'Etat islamique le 16 juin, entraînant l'exode de la communauté chiite dont certains des membres, après être parvenus à rallier le sud de l'Irak se sont engagés dans les forces de mobilisation populaire dans l'attente d'une offensive sur le gouvernorat de Ninive qui leur permettrait d'être déployée dans leur région d'origine, d'en chasser les populations sunnites selon une logique déjà éprouvée autour d'Amerli pour en faire une poche à dominante chiite proche des frontières syrienne et turque. Si Tel Afar ne fait pas à proprement parler des territoires dits disputés, revendiqués par le GRK, son destin politique et militaire concerne directement les autorités kurdes et le PDK en particulier du fait de sa proximité avec le massif du Sinjar et parce que Tel Afar est situé sur l'une de deux principales routes reliant la ville de

³² Les Forces de défense de Ninive et Dwekh Nawsha.

³³ Entretien avec Ali Awni, responsable de la branche du PDK de Sheikhan, janvier 2015.

Entretien avec Roméo Hakkari, Président du Beth Nahrin et chef politique des Forces de défense de Ninive. Erbil, février 2015

Entretien avec des combattants de Dwekh Nawsha. Dohuk, février 2015

³⁴ Entretien avec un représentant du Mouvement démocratique assyrien à Al Qosh. Al Qosh, février 2015

Entretien avec Ali Awni, responsable de la branche du PDK à Sheikhan. Sheikha, février 2015

Entretien avec le colonel Benham, chef militaire des des Unités de protection des plaines de Ninive (Mouvement démocratique assyrien). Chemchemal, février 2015

³⁵ Les Shabak ne sont pas des chiites duodécimains. Leur pratique religieuse peut être décrite comme un syncrétisme d'inspiration alide.

Cf. Martin van Bruinessen, « Une communauté Kizilbash au Kurdistan irakien: les Shabaks », *Les Annales de l'autre islam* 5 (1998)

³⁶ Source : Philip Smyth, « Quwat Sahl Nīnawā: Iraq's Shia Shabak Get Their Own Militia »

Lien : <http://jihadology.net/2015/01/12/hizballah-cavalcade-quwat-sahl-ninawa-iraqs-shia-shabak-get-their-own-militia/>

Sinjar (encore occupée par l'EI) au gouvernorat de Dohuk, au delà du lac de Mossoul, et à l'hinterland kurde. Sinjar enfin peut représenter de manière indirecte une terre de mission pour des relais iraniens. D'une part, la ville de Sinjar dont la population a aujourd'hui intégralement déserté, comportait une population kurdophone adhérant au chiisme duodécimain et mieux encline à l'endroit des forces armées clairement définies par leur identité chiite qu'à l'égard des peshmergas du PDK³⁷. D'autre part, la profonde défiance de la communauté yézidie de la région de Sinjar à l'égard du PDK et, du GRK en général, suite à la forfaiture du mois d'août 2014, en fait un terreau favorable à toute alternative susceptible d'empêcher le retour à la domination PDK dans la zone. Le Parti des travailleurs du Kurdsitan (PKK) et ses alliés syriens ont déjà pu en tirer partie. Cependant, le ralliement de certaines factions yézidiennes à l'ensemble des groupes armés dominés par les factions chiites et leur sujétion potentielle à une certaine influence iranienne est envisageable et pourrait s'être déjà manifesté³⁸. Les familles yézidiennes réfugiées dans le sud de l'Irak sont susceptibles d'avoir été exposées à des tentatives de clientélisation par des acteurs politico-militaires chiites et pourraient dorénavant jouer un rôle d'intermédiaire avec les groupes présents dans la région de Sinjar. Par ailleurs, les divisions existantes sur la scène milicienne yézidienne ont permis à certains acteurs de se distinguer par leur volonté de ne pas dépendre du GRK et de se rallier en conséquence à Bagdad comme notamment Hayder Shesho, commandant des Forces de protection de Sinjar, qui a ainsi été brièvement arrêté et détenu par les forces de sécurité kurdes entre le 5 et le 8 avril 2015, convaincu d'avoir voulu rejoindre avec les hommes la « Mobilisation populaire » avant de se rétracter et d'accepter la tutelle du GRK.

III. Le GRK, une inscription réduite dans l'espace régional kurde

a. *L'espace kurde régional depuis 2011 : porosités et polarisations*

En tant qu'entité politique répondant aux aspirations nationales kurdes, le GRK s'inscrit à la fois dans le contexte propre de l'Irak de son ensemble et dans celui, moins bien défini, du fait géopolitique kurde à l'échelle de la région. Les relations qu'entretient le Kurdistan irakien avec son environnement régional ne sont-elles pas seulement affectées par les relations qu'il entretient avec ses deux grands voisins irakien et turc mais aussi avec les acteurs non-étatiques qui constituent l'ensemble kurde au Moyen-Orient. Le GRK ne s'y intègre pas en tant qu'entité unique, les formations politico-militaires qui le constituent conservant à cet égard leurs propres politiques. Si les États-nations et leurs frontières continuent de charpenter l'espace politique kurde à l'échelle régionale, ce dernier a toujours été déterminé par des

³⁷ Entretien avec des réfugiés kurdophones chiites de Sinjar. Camp de réfugiés de Chariah. Gouvernorat de Dohuk, Décembre 2014.

³⁸ La présence à Sinjar d'Abu Mahdi al-Mohandes, ancien officier des brigades Badr, relai iranien connu et chef de la milice Kataïb Hezbollah, aurait ainsi été rapportée courant février (Entretien avec Ahmad Hazim, chargé des questions militaires et de sécurité auprès du gouverneur de Mossoul Atheel Nujaifi. Erbil, février 2015.)

porosités importantes qui ne cessent de s'accroître depuis 2011 entre le Kurdistan irakien et les domaines kurdes en Syrie et en Irak.

i. La construction d'un espace kurde transfrontalier en cours d'intégration

Les quatre années écoulées ont été marquées par la succession et la superposition de plusieurs évolutions décisives pour l'espace politique kurde régional. Le déclenchement du conflit syrien a permis le retour dans les régions kurdes du pays du PKK avec la bénédiction du régime de Damas et la constitution conséquente de zones autonomes servant de vitrine au modèle politique de cette formation politique et militaire dont l'essentiel de la base sociale se trouve en Turquie. Dans le même temps, le PDK de Massoud Barzani qui s'était emparé auparavant de l'appareil diplomatique du GRK, a cherché à se construire un rôle régional autonome à la faveur du conflit syrien tâchant de devenir le représentant d'une opposition kurde au régime de Damas censée contrebalancer par ailleurs l'exercice par le PKK d'un monopole politique de fait dans les régions passées sous son contrôle en territoire syrien avec la bénédiction du régime de Damas. L'entreprise syrienne de Massoud Barzani se développait alors parallèlement d'un rapprochement déjà lancé en 2008 entre la Turquie et le PDK qui s'enrichissait courant 2012 d'une dimension énergétique au poids croissant. Dans le même mouvement Ankara et le PKK annonçaient en 2013 le lancement d'un processus de paix auquel la Turquie cherchait à associer indirectement la personne de Massoud Barzani ponctuellement perçue comme une alternative conservatrice à la monopolisation par le PKK du discours identitaire kurde en Turquie.

ii. L'intégration transfrontalière de l'espace politique kurde à la merci des logiques de polarisation régionale

Se développait donc entre Syrie, Irak et Turquie un triangle d'interdépendance où dominait le PKK et le PDK, deux acteurs rivaux et tous deux détenteurs de prétentions à l'exercice d'une influence transfrontalière sur l'espace kurde transfrontalier. Ces deux acteurs dominants fédéraient autour d'eux et à des degrés divers des acteurs de second rang dont les alignements étaient généralement déterminés par des rivalités les opposant au PDK ou au PKK selon leurs terrains respectifs. Ainsi l'UPK, partenaire et rival du PDK sur la scène irakienne tendait à prendre des positions plus favorables au PKK tandis que son parti frère syrien adhérait au projet politique porté par les alliés du PKK en Syrie. Les partis kurdes syriens réunis autour du PDK-Syrie au sein du Conseil national kurde de Syrie (CNKS), opposés au monopole du PKK, étaient quant à eux placés sous le patronage du PDK irakien et plus précisément sous l'autorité directe de son Président Massoud Barzani. Ces alignements rivaux se développant sur une scène politique kurde répartie entre trois états et tendant à se construire une cohérence propre ont tendu, à mesure qu'ils se structuraient, à s'articuler grands alignements résultant

des puissantes dynamiques de polarisations alimentées par le conflit syrien et opposant soutiens et adversaires du régime de Bachar el-Assad sur un registre partiellement confessionnel.

Aussi, le PKK et ses alliés entretenant des relations de bonne intelligence avec le régime de Damas avaient ils pu se rapprocher du gouvernement de Nouri al-Maliki tout en bénéficiant des effets d'une trêve entre la République islamique et sa composante kurde iranienne, le « Parti pour une vie libre au Kurdistan » ou PJAK. Un pic de violence dans les affrontements entre le PKK et l'armée turque a également été atteint à l'été/automne 2012 avant que l'enclenchement du processus de paix ne mette globalement fin à la guérilla en territoire turc. L'UPK demeurait de son côté hostile au renversement du régime syrien, bénéficiant d'une relation privilégiée avec l'Iran et porteur de positions plus modérées que celles du PDK vis-à-vis de l'Etat central irakien. A l'inverse le PDK se rapprochaient inexorablement d'Ankara tout en rompant ses relations avec Damas, soutenant une opposition kurde syrienne favorable au changement de régime, poussant à l'extrême la logique de confrontation avec Nouri al-Maliki dans les divers conflits de souveraineté opposant Erbil et Bagdad.

b. Après août 2014 : le mythe de l'unité kurde face à l'Etat islamique et son envers

i. Le PKK et le PDK face à un ennemi commun

L'état de guerre dans lequel est entré le GRK début août 2014 avec l'offensive de l'Etat islamique sur les positions kurdes irakienne a ouvert une phase nouvelle dans l'évolution des relations entre les différents acteurs kurdes à l'échelle de la région. Un ennemi commun aux différentes factions kurdes et représentant pour elles un danger perçu comme existentiel est apparu sur la scène. Au caractère transfrontalier de l'Etat islamique rendu plus sensible par la prise de Mossoul deux mois plus tôt devait alors répondre un front kurde, également transfrontalier, couvrant les territoires syrien et irakien et réunissant d'une part les forces armées du GRK quelles que soient leurs affiliations partisans directes ou indirectes et celles du PKK et de ses alliés syriens. Il n'en demeure pas moins que malgré l'existence de cet ennemi commun, les grands axes structurés au cours de la période 2011 – 2014 restent présents et continuent de se livrer une lutte d'influence que la guerre menée contre leur ennemi commun ne leur aura pas permis de dépasser. Pour ce qui concerne le GRK, il est à noter que les ambitions pan-kurdes du PDK ont été largement remises en cause tandis que les responsables politiques et militaires de l'UPK ont pu être tentés dans un premier temps de faire démonstration de leur proximité avec un PKK bénéficiant d'un regain de popularité au Kurdistan irakien du fait de son intervention à Sinjar et de sa présence à Makhmour au moment de la retraite des troupes du PDK devant l'offensive de l'Etat islamique. C'est par ailleurs l'implantation potentiellement durable du PKK en territoire kurde irakien qui constitue l'évolution la plus notable des relations entre le GRK et le reste de l'espace régional

kurde dans la mesure où sa dimension militaire se double d'une dimension politique bien que cette dernière reste toutefois limitée.

ii. *L'ascension du PKK: un acteur kurde concurrent fait irruption dans la zone d'influence des partis kurdes irakiens*

L'offensive de l'Etat islamique sur les zones de contrôle kurde du nord de l'Irak aura été singulièrement marquée par l'opération menée par les forces djihadistes sur la région de Sinjar. Frontalière de la Syrie, peuplée majoritairement de kurdes appartenant à la minorité religieuse yézidie, elle comprend la ville mixte de Sinjar, le massif montagneux du même nom qui s'étend sur près de quarante kilomètres d'ouest et une multitude de villes collectives fondées dans les plaines avoisinantes au cours des années 1970 par le régime baathiste et de villages épars, peuplés essentiellement par des Yézidis originaires des hauteurs et déplacés de force à la même époque. Majoritairement kurde et de religion yézidie dans un environnement arabe sunnite, la région de Sinjar est doublement enclavée. Investie politiquement par le PDK à la chute du régime de Saddam Hussein, le Sinjar fait partie intégrante des territoires dits « disputés » entre l'autorité de l'Etat central irakien et celle du Gouvernement régional du Kurdistan. Les services de sécurité du PDK y sont présents et dominants mais c'est théoriquement l'armée irakienne qui est responsable de sa protection. Suivant la prise de Mossoul puis de Tel Afar par l'Etat islamique et la dissolution des forces armées fédérales dans le gouvernorat de Ninive, les Peshmergas du PDK sont déployés dans la zone pour défendre une région à risque face à un danger perçu avec une sensibilité particulière par les populations yézidies du fait de leur statut de minoritaires.

Après deux mois de *statu quo*, la région est attaquée par l'Etat islamique sans que les forces des Peshmergas ne lui opposent de résistance. Ces dernières s'évanouissent à leur tour et rejoignent les territoires du GRK sans avoir au préalable mis en œuvre un quelconque plan d'évacuation voire en dissuadant ou même en empêchant les habitants inquiets de quitter les lieux. S'en suit un désastre humanitaire, les habitants yézidis ayant échappés aux forces djihadistes lors de leur assaut sur les localités de la plaine, au nord et au sud du massif montagneux se réfugient sur les hauteurs sans protection militaire ni vivres. C'est dans ce contexte que le PKK et ses alliés syriens vont intervenir. Appuyées par des unités descendues des monts du Qandil situées à la frontière iranienne, les Unités de protection du peuple (YPG), des forces militaires kurdes syriennes commandées par des cadres du PKK, traversent la frontière depuis la Syrie voisine et ouvrent au sud de Yaroubiah un corridor terrestre vers le mont qui permettra l'évacuation d'une partie des survivants vers les territoires contrôlés par les alliés du PKK dans la haute Djezireh syrienne puis vers le gouvernorat de Dohuk par le poste de Peshkhabour. Tandis que les populations civiles sont évacuées, les unités du PKK prennent position dans la montagne, prenant le contrôle effectif d'un territoire abandonné par le PDK. Simultanément, le PKK envoie des renforts dans la région de Makhmour où il contrôle un camp depuis les années 1990 au moment où les peshmergas abandonnent leurs postes devant l'avancée de l'Etat islamique. Deux détachements du PKK sont également envoyés vers les fronts contrôlés par l'UPK, l'un à Dakouk, dans le gouvernorat de Kirkouk

et l'autre à Jalawla sur la frontière iranienne. Aussi en l'espace de quelques jours, le PKK parvient-il à déployer une partie de ses forces sur plusieurs points d'appuis militaires qui jalonnent l'ensemble du nouveau front opposant les forces militaires kurdes irakiennes dont la retraite est couverte par les premières frappes aériennes occidentales à l'Etat islamique. Cette présence du PKK au delà des zones montagneuses des frontières septentrionales où sont établies ses bases militaires est totalement inédite.

Loin de se limiter, pour Sinjar, à une opération de sauvetage humanitaire et pour le reste du front à une mesure d'assistance motivée par un sens de la solidarité nationale kurde, l'intervention du PKK en territoire irakien d'août 2014 comporte une importante dimension politique. Ce dernier a trait à la fois au rôle que pourrait prétendre jouer le PKK sur le territoire du Kurdistan irakien et à l'impact de son intervention en Irak auprès de ses bases sociales du Sud-Est de la Turquie et des régions kurdes de Syrie passées sous son contrôle. L'action militaire et politique du PKK est en effet déterminée par deux facteurs complémentaires : d'une part la préparation d'un terrain favorable sur le long terme par le recours selon le contexte local à des degrés divers de clandestinité, sans poursuivre d'autre objectif que d'établir des cadres organisationnels potentiellement opérationnels et de les maintenir dans un état de latence ; d'autre part la capacité à saisir une opportunité offerte par un bouleversement des rapports de forces locaux pour occuper l'espace et activer les cellules dormantes mises en place au préalable. C'est ainsi que le PKK a pu investir, de manière souterraine, de manière ultra-minoritaire et sans efficacité particulière les territoires disputés entre le GRK et l'Etat central irakien depuis 2004. Présent dans la région de Sinjar depuis cette date au travers d'associations écrans et de cadres clandestins, il a pu se maintenir malgré les pressions des forces de sécurité du PDK jusqu'à ce que l'opportunité d'une déstabilisation profonde des rapports de forces locaux ne se présente et lui permette d'activer les structures déjà existante pour occuper le vide du pouvoir, ses partisans autrefois marginalisés devenant par là même des autorités de référence. Des mêmes dispositifs dont présents à Kirkouk où le PKK recrute désormais directement auprès des populations locales de même que dans la région de Germiane, à la frontière iranienne où les structures mises en place par le PKK sont encore embryonnaires. La région de Sinjar est celle où le PKK a pu mener son projet politique au stade le avancé en supplantant sur son propre terrain l'autorité du PDK. Profitant de leur aura de libérateurs, valorisés par la comparaison avec un GRK qui s'était révélé inapte à défendre les populations concernées, les cadres du PKK ont pu dérouler leur programme idéologique et institutionnel en s'appuyant sur des cadres locaux déjà formés.

Extrêmement efficace en situation de crise grave et d'effondrement des autorités existantes, les mécanismes maîtrisés par le PKK souffrent cependant d'importantes limites. Les structures ainsi mises en place ne peuvent perdurer face à une entité politique concurrente dotée d'un accès à une rente quelconque qui comme le PDK a pu regagner progressivement une partie du terrain perdu par la re-clientélisation d'acteurs yézidis ralliés au PKK lors de la phase la plus aiguë de la crise. Ayant visiblement mal anticipé la capacité du PDK à reprendre en main une partie de ses anciens affiliés par un recours à la rente, le PKK a commis une erreur capitale en avançant vers la constitution d'institutions autonomes pour la région de

Sinjar, inspirées du système institutionnel déjà mis en place dans les zones dont il a pris le contrôle en Syrie. Sinjar aura ainsi révélé les capacités de préparation, d'organisation, d'intervention et d'occupation de l'espace politique propres aux cadres du PKK mais aura également montré que leur efficacité se limite à des périodes de crises politiques graves en mesure de se prolonger dans la durée. Cependant, les difficultés budgétaires importantes traversées par le GRK suggèrent l'éventualité d'un éclatement du système rentier en vigueur, éclatement qui profiterait directement au PKK dans des territoires disputés où l'autorité des formations kurdes irakiennes ne pourra plus être absolue. L'irruption du PKK en territoire irakien a également contribué de manière décisive à l'accroissement de son prestige au sein de l'espace politique kurde à l'échelle régionale. Sa capacité à intervenir sur une multiplicité de terrains quand le PDK se révélait incapable de défendre sa propre zone d'influence couplée au siège de Kobane qui commencera en septembre 2014, l'intervention du PKK à Sinjar a pris dans la propagande du PKK une dimension légendaire mêlant martyrologie, héroïsme militaire et mystique de la résistance dont l'efficacité en terme de propagande continue à se faire sentir, aussi bien dans le domaine kurde de Turquie que dans les enclaves contrôlées par le PKK et ses alliés en Syrie.

iii - PDK : la fin des ambitions régionales ?

La forfeiture de Sinjar pèse lourdement sur le prestige du PDK au sein de l'espace politique kurde. La retraite des Peshmegas, l'incapacité des forces affiliées à la personne de Massoud Barzani de fournir une quelconque résistance aux attaques de l'Etat islamique dans les premiers temps de l'offensive ont eu un effet désastreux sur la popularité de l'élite politico-militaire de cette formation politique aussi bien à l'intérieur du GRK que dans le reste du monde kurde. Aussi, les gains de popularité du PKK se sont largement fait au détriment du PDK perçu dans de larges pans de l'opinion kurde régionale comme une formation politique corrompue ayant perdu sa valeur militaire et entretenant des relations jugées suspicieuses avec l'ennemi. La relation établie entre le PDK et la Turquie et son inutilité sur le plan sécuritaire a également pu jouer un rôle négatif quant à la popularité du parti et de ses chefs. Par ailleurs, les difficultés économiques majeures auxquelles le GRK est confronté rejaillissent sur le PDK qui est souvent tenu responsable de ces échecs. Le modèle de réussite économique illustré par le développement rapide mais superficiel du GRK que pouvait incarner la direction politique du PDK et de Massoud Barzani s'est non seulement effondré mais ne pourrait être efficace d'un point de vue politique qu'en temps de paix, alors même qu'il n'a pas pu être remplacé par la mise en avant de succès militaires tangibles.

L'intervention des Peshmegas du GRK à Kobane, plusieurs semaines après le début du siège de la ville aura cependant permis la reconquête d'un semblant de prestige militaire et politique et incarné une ambition déjà ancienne des dirigeants du PDK consistant à intervenir militairement sur le terrain syrien pour obtenir une forme d'influence politique dans la constructions des autonomies territoriales kurdes. Si l'implication des forces militaires du

GRK a pu jouer un rôle militaire non négligeable, ses répercussions politiques se sont avérées extrêmement limitées. Réduites à un rôle de soutien aux forces des YPG et dénuées de toute autonomie opérationnelle, les forces des peshmergas n'ont pas pu et d'ailleurs jamais eu pour objet de coupler à leur intervention militaire une dimension politique. Déployées dans une ville vidée de ses habitants et transformée en champ de bataille, les forces du GRK n'étaient nullement en mesure de servir de collatéral à une négociation politique susceptible de donner au PDK ou à ses alliés syriens du CNKS une influence accrue sur le terrain syrien. Si l'intervention des forces des peshmergas a pu précéder les négociations de l'accord de Dohuk de décembre 2014 entre le TEV-DEM, institution représentant les intérêts du PKK en Syrie et le CNKS, ces derniers n'ont jamais été honorés et ont finalement volés en éclat lors du fait de l'organisation dans les territoires kurdes syriens début mars d'élections municipales supervisées par des cadres du PKK et auxquelles les partis du CNKS n'avaient pas été conviés à participer. Derniers en date d'une longue série d'accords morts-nés, les accords de Dohuk attestent par leur récente annulation du déséquilibre profond et croissant du rapport de force entre le PDK et le PKK et ce, à la faveur de ce dernier, signant par la même la fin des ambitions syriennes et donc régionales du PDK.